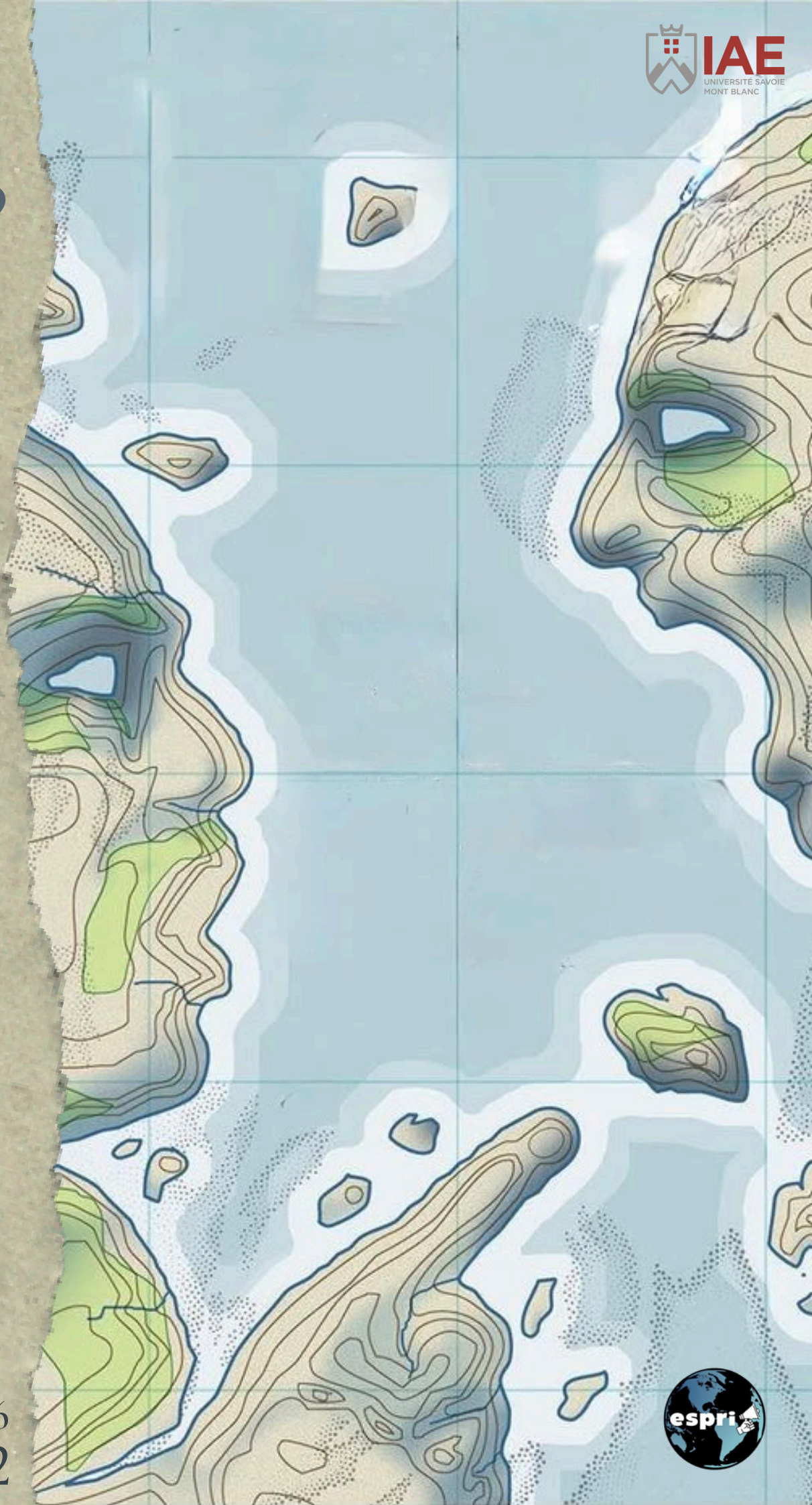
OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE



IAE
UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC

espri

OCTOBRE 2026

Lettre n°12



Licence ESPRI

Guerres, rivalités de puissance, crises économiques, bouleversements politiques : l'actualité internationale façonne notre quotidien, souvent plus qu'on ne l'imagine. Mais derrière ces événements, quels sont les enjeux, les intérêts et les rapports de force qui redessinent le monde ? C'est précisément ce que nous cherchons à comprendre au sein de notre licence ESPRI.

ESPRI est le nom de notre licence Économie-Gestion, parcours Science Politique et Relations Internationales, proposée à l'IAE Savoie Mont Blanc.
De l'économie aux relations internationales, en passant par le droit et la sociologie, notre formation nous apprend à aborder l'actualité sous différents angles.
Cette pluridisciplinarité d'enseignements permet de mieux saisir la complexité des événements, de comprendre les décisions des acteurs internationaux et d'interroger les grands équilibres mondiaux. Cette ouverture se poursuit également à l'étranger, grâce à un semestre de mobilité internationale.

Nous sommes 34 étudiants, aux parcours et aux sensibilités variés, réunis par une même envie : comprendre ce qui se joue au-delà des titres de l'actualité. C'est cette curiosité que nous souhaitons partager avec vous à travers ce journal.

Chaque mois, nous vous proposons de prendre du recul sur l'actualité géopolitique et les relations internationales, d'en explorer les enjeux et de confronter les points de vue. Notre objectif : aller au-delà de l'information immédiate pour vous aider à mieux comprendre les événements, leurs causes et leurs conséquences.

Bienvenue dans notre regard sur le monde. Bienvenue en géopolitique !

Evènements prochains

19 NOVEMBRE — CONFÉRENCE HISTOIRE & FAIT COLONIAL
Comment le passé colonial continue-t-il de façonner notre présent ? Rencontrez Pascal Blanchard, historien spécialiste de l'histoire contemporaine et du fait colonial, pour échanger autour de ces enjeux.
Campus d'Annecy — Conférence organisée par l'association Éclat d'Espoir.

26 NOVEMBRE — CONFÉRENCE GÉOPOLITIQUE & COMMERCE INTERNATIONAL
Comment le commerce international façonne-t-il les relations entre les États ? Venez échanger avec Jean-Marie Paugam, directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour mieux comprendre les enjeux du commerce mondial.
Campus d'Annecy — Conférence organisée par l'association Les ESPRI De Demain.



Edito

L'actualité internationale ne se limite pas aux événements qui font la une. Elle révèle des rapports de force, des ambitions et des enjeux qui façonnent durablement notre monde. Pour mieux les comprendre, il faut parfois dépasser les frontières, croiser les regards et prendre le temps d'analyser ce qui se joue au-delà des apparences.

Dans ce numéro 12 de l'Observatoire Géopolitique, nous vous invitons à parcourir les continents, de l'Afrique à l'Asie, en passant par les Amériques, l'Europe et le Moyen-Orient, sans oublier les enjeux stratégiques de l'Océan Arctique. À travers nos analyses, nous revenons sur les événements qui marquent ce mois d'octobre et interrogent les équilibres internationaux.

Nous vous invitons également à découvrir le Brunei et l'Eswatini, deux États aux trajectoires singulières et dont les spécificités révèlent des enjeux géopolitiques souvent méconnus. Enfin, plongez au cœur du corridor de Lobito, un projet d'infrastructure majeur qui met en lumière les rivalités économiques et stratégiques autour des ressources africaines.

Autant de sujets qui nous rappellent que comprendre le monde, c'est aussi apprendre à regarder autrement ce qui se passe au-delà de nos frontières. Derrière chaque événement international se dessinent des intérêts, des rivalités et des ambitions qui échappent bien souvent à nos repères habituels.

Bonne lecture à travers ce nouveau regard sur l'actualité internationale !

Pauline Brevers, Elise Carbo, Elsa Elezaj, Anna Masselli



Sommaire

Analyse géographique –

AFRIQUE p. 4

AMERIQUE DU NORD p. 6

AMERIQUE DU SUD p. 8

ASIE p. 10

EUROPE p. 12

MOYEN-ORIENT p. 14

OCEAN ARCTIQUE p. 16

Fiches pays –

BRUNEI p. 18

ESWATINI p. 19

Fiche géopolitique –

LE CORRIDOR DE LOBITO p. 20

Afrique

Éthiopie : Un pays qui prend l'eau... sans avoir la mer !

Le 23 septembre dernier, une offensive est lancée par des rebelles en Éthiopie entraînant des tensions dans toute la corne de l'Afrique craignant que ce conflit se généralise. Cela s'inscrit également dans un contexte d'instabilité géopolitique entre l'Éthiopie et l'Érythrée qui ont une histoire commune et complexe marquée par des conflits. L'Éthiopie se retrouve au cœur de ces tensions engendrant des impacts sur son pays et sa population.

L'Éthiopie au coeur de l'actualité



Des membres de la police fédérale patrouillent à bord d'un pick-up dans les rues de Mekele, le 9 octobre 2026, après la reprise de la ville par les forces fédérales face aux rebelles du TPFL-AFP

Une offensive du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) et de ses alliés contre le gouvernement éthiopien a eu lieu dans la région du Tigré. Le TPLF constitue la force majeure de la coalition créée officiellement le 20 septembre composée de sept groupes armés qui se nomme l'« Alliance des forces populaires pour la survie ». Elle a pour objectif de renverser le gouvernement fédéral. Le TPLF est un parti politique avec une branche militaire non reconnue officiellement par le gouvernement. La région du Tigré est à la frontière entre deux voisins qui ont des relations tendues : l'Érythrée et l'Éthiopie.

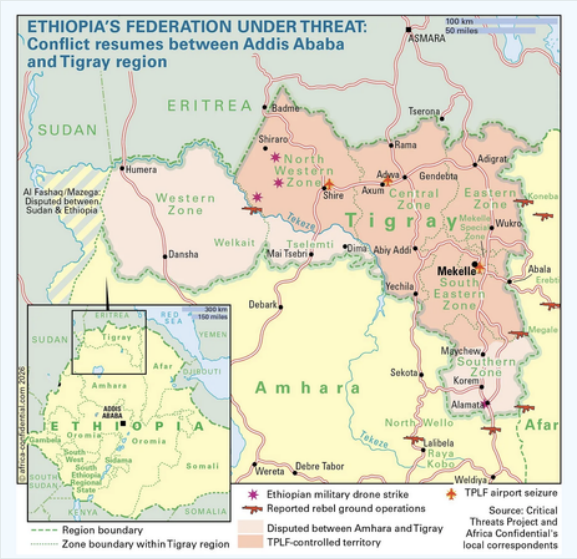
L'Érythrée est intervenue militairement dans la région en y déployant ses soldats. Cela intervient dans le contexte du conflit entre le gouvernement fédéral éthiopien et les indépendantistes dans la région du Tigré. L'armée éthiopienne a repris le contrôle de plusieurs villes repoussant le TPLF au nord ainsi que les troupes érythréennes qui ont subi des attaques de drones éthiopiens. Elle a notamment repris la ville de Zalambessa, proche de la frontière avec l'Érythrée, le 13 octobre et la capitale de la région, Mekele, le 9 octobre. L'Éthiopie reprend le contrôle de la région du Tigré avec la mise en place d'une administration intérimaire, administrée auparavant par le TPLF, pendant 6 mois avec une volonté de rétablir l'ordre et d'organiser des élections législatives dans cette région.

Éthiopie VS Érythrée : des décennies de tensions frontalières

Il y a de nombreuses tensions entre ces deux pays, elles remontent à l'indépendance de l'Érythrée en 1993 qui était sous la domination de l'Éthiopie. Une guerre éclate, cinq ans après, pour des désaccords sur des territoires frontaliers avec des affrontements dans le village de Badmé, un village frontalier contesté. Elle a fait de nombreux morts, plus de 70 000 et a abouti aux accords d'Alger en 2000. En 2002, une commission frontalière entre les deux pays est créée avec la collaboration de la Cour permanente d'arbitrage internationale de la Haye qui accorde l'autorité à l'Érythrée sur ce territoire. Les deux pays doivent respecter cette décision. Or, le gouvernement éthiopien refuse de quitter la zone avec le maintien d'une occupation militaire. Les tensions vont donc persister avec les frontières qui restent fermées, aucun échange commercial, de la propagande, des affrontements indirects illustrés par leur soutien à différents groupes armés. Il y a également eu un rapprochement en 2018 avec la signature d'un accord de paix et de réconciliation suite au changement de Premier ministre éthiopien : Abiy Ahmed.

Ce Premier ministre était plus ouvert à la discussion ce qui lui a valu le Prix Nobel de la Paix en 2019.

Entre fracture interne et obsession maritime : L'Éthiopie face à ses voisins



DPlaut, M. (2026, septembre 29). Ethiopia conflict maps - A month after the Tigray war broke out.

Lors de la guerre civile éthiopienne (2020-2022), l'Érythrée combattait pourtant aux côtés du gouvernement fédéral d'Abiy Ahmed contre leur ennemi commun, le TPLF. L'Accord de paix de Pretoria, signé en 2022, prévoyait le désarmement de l'artillerie rebelle, la protection des civils ainsi que le retour de centaines de milliers de déplacés. Cependant, cet accord, encadré par le droit international, est resté sans suite : le désarmement n'a jamais eu lieu et la crise humanitaire a persisté. De nos jours, l'Érythrée a opéré un impressionnant retournement d'alliance. Depuis 1993, l'Éthiopie est enclavée et tente de récupérer son accès à la mer Rouge. L'Érythrée est inquiète à l'idée que l'Éthiopie ne tente de lui prendre un accès à la mer par la force, elle a donc décidé de changer de camp.

Cette absence d'accès direct à la mer Rouge pèse sur l'économie de l'Éthiopie. Elle est complètement dépendante des ports voisins, comme Djibouti, auxquels elle verse d'importantes redevances. L'Éthiopie voit ses coûts d'importation et d'exportation augmenter, ce qui freine son développement commercial. En effet, plus de 95% du commerce extérieur de l'Éthiopie passe par ce port, avec une redevance de 1,5 à 2 milliards de dollars. Au-delà de l'aspect financier, il s'agit d'un enjeu stratégique et militaire crucial. Sans port souverain, la capitale de l'Éthiopie (Addis-Abeba) ne peut ni sécuriser ses voies d'approvisionnement, ni déployer une marine pour affirmer sa puissance régionale. La volonté du gouvernement éthiopien de briser cet enclavement, par des accords commerciaux agressifs ou par la menace d'une intervention, est devenue la principale source de tension dans la Corne de l'Afrique, faisant craindre à ses voisins une tentative d'annexion territoriale.

Du drame humain au choc géopolitique : le coût global du conflit

D'un point de vue humanitaire, la reprise des combats et l'insécurité forcent à nouveau des centaines de milliers de civils à fuir le Tigré et les zones frontalières, ravivant une crise de réfugiés internes et externes (notamment vers le Soudan). De plus, les affrontements bloquent l'acheminement des convois de nourriture, de soins et d'eau potable dans une région déjà dévastée par la guerre civile précédente (2020-2022). Enfin, l'implication de multiples groupes armés et de troupes étrangères (Érythrée) augmente considérablement les risques de pillages et de destructions d'infrastructures civiles essentielles (écoles, hôpitaux, réseaux d'eau). D'un point de vue économique, les zones agricoles et commerciales du nord de l'Éthiopie sont détruites ou paralysées par les combats, ruinant l'économie rurale de la région. L'insécurité permanente et le risque d'un conflit armé interétatique dissuadent les investisseurs étrangers et freinent les projets de développement dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique. D'un point de vue géopolitique, l'émergence de la coalition rebelle fragilise l'autorité du gouvernement fédéral d'Addis-Abeba sur plusieurs régions éthiopiennes simultanément. Enfin, l'utilisation intensive de drones de combat par l'armée éthiopienne modifie la conduite de la guerre, contraignant les troupes érythréennes et rebelles à battre en retraite ou à adopter des tactiques de guérilla.

Lilou Cordel, Elea Paboul-Montandrau, Lina Meideros

Amérique du Nord

Victoire du Parti québécois : retour du projet indépendantiste ?

Le 5 octobre 2026, le Parti québécois est revenu au pouvoir à l'issue des élections générales québécoises après plus de 10 ans d'absence. A sa tête, Paul St-Pierre Plamondon, indépendantiste et identitaire, promet de remettre en avant la souveraineté propre du Québec.



Paul St-Pierre Plamondon, chef du Parti québécois, s'adresse à ses partisans après sa victoire aux élections provinciales, à Montréal, au Québec (Canada), le 5 octobre 2026.
Graham Hughes/ The Canadian Press VIA AP

Il convient de rappeler que le Québec se considère comme une nation autonome et souhaite consolider sa propre culture, sa propre langue (le français) tout en essayant de s'émanciper de la mainmise du Canada. Cependant, depuis le vote de l'Acte d'Union en 1840, le Québec ne cesse d'être soumis au Canada que ce soit sur le plan économique, avec le paiement d'une TVA et l'utilisation du Dollar Canadien ou sur le plan constitutionnel, où le Canada intervient directement sur les lois et les compétences des institutions québécoises.

Déroulement des élections

L'Assemblée nationale est composée de 127 sièges attribués au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Chacune des 127 circonscriptions électorales envoie un député à l'Assemblée nationale. Lors de ces dernières élections, le Parti québécois obtient 59 sièges, soit 5 de moins que la majorité absolue fixée à 64 sièges. Ces élections ont été essentielles pour le parti, puisque depuis 2014, année de fin de son mandat, sa popularité n'a fait que baisser, comme le prouve les dernières élections de 2022, où le parti n'a obtenu seulement 3 sièges, avec environ 28% des voix. A noter également le très bon score du Parti conservateur du Québec : 19 élus pour la première fois au Parlement et la Coalition Avenir Québec, jusqu'ici au pouvoir, qui s'effondre totalement.

Retour de l'indépendantisme ?

La volonté d'indépendance ne fait pas partie des idées nouvelles du Parti québécois. De fait, posséder leur propre culture et consolider leur langue semble naturel. En 1980 et 1995, deux référendums avaient déjà été proposés à la population concernant cette indépendance. Dans les deux cas, la proposition fut rejetée. Ainsi, grâce à sa victoire récente, le parti revient en force avec une volonté de mettre en place un troisième référendum, pouvant être décisif. Mais le président du Parti Québécois a déclaré que ce référendum ne prendrait lieu qu'à la fin du mandat de Donald Trump, en janvier 2029 puisque la guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada n'offre « pas un climat serein pour réfléchir à notre avenir ». Tout de même, pour Paul St-Pierre Plamondon, les québécois forment un peuple distinct du reste de la population canadienne et devraient pouvoir se gouverner par eux-mêmes sans que le Canada n'intervienne, mettant en avant le droit des peuples à disposer d'eux même.

L'ambition ne s'arrête pas seulement à des propositions, le parti prévoit déjà de s'attaquer aux lois, précisément le Livre bleu, avec la création d'une Constitution québécoise. Les lois actuelles resteraient valides jusqu'à ce que le gouvernement québécois les modifie ou en crée de nouvelles, correspondant au souhait d'un Québec indépendant.

D'un bouleversement local à un impact mondial

Les modifications ne seront pas seulement au niveau du pays, mais pourraient bien être mondiales. Une monnaie québécoise serait créée après une période de transaction, qui pourrait durer quelques années pendant lesquelles l'utilisation du dollar Canadien serait encore autorisée. Le projet ne s'arrête pas là, jusqu'à prévoir l'arrivée d'une nouvelle armée, totalement indépendante du Canada.

De plus, du point de vue international, le Parti Québécois cherche à rejeter l'attachement à la monarchie Britannique, le pays étant une de ses anciennes colonies. Le Canada accueille dans chacune de ses provinces un représentant du roi Charles III en tant que membre du Commonwealth. Suivant les ambitions indépendantistes du Parti Québécois, les membres du gouvernement élus le 5 octobre 2026 ont pris leur fonctions à l'Assemblée nationale sans représentant du roi.
Du point de vue national, les québécois paient 2 taxes en faisant partie du Canada: la TVQ au gouvernement du Québec et la TPS au gouvernement du Canada. La modification principale serait donc de stopper les paiements vers le Canada, sans pour autant baisser le prix de la taxe. Les Québécois continueront à payer le même montant de taxes, seulement, l'ensemble reviendrait au gouvernement du Québec qui le répartira selon ses priorités.
Le 24 juin, jour de la Saint-Jean-Baptiste, fête nationale du Québec mettant l'honneur sur la langue française, la culture et l'histoire des Québécois, pourrait bien devenir le Jour de l'indépendance. Le drapeau « fleurdelisé » actuel drapeau du Québec deviendrait ainsi le drapeau officiel du pays et la future devise deviendrait « Je me souviens », qu'on peut déjà lire sur les plaques d'immatriculation des voitures. Un hymne national serait également choisi pour remplacer l'Ô Canada.

Un projet tangible ?

Avec seulement 28% des voix, le Parti Québécois risque de se confronter à la difficulté de la mise en œuvre de son programme. Au sein même de son parti, les électeurs en faveur du référendum sur l'indépendance ne représentent que 45% des partisans, contre 42% qui n'en souhaitent aucun.
Pourtant, même après toutes les promesses du parti, l'indépendance ne sera pas une solution à tous les problèmes de la province. Économiquement, le Québec reçoit actuellement plus de 29 milliards de dollars canadiens en transferts fédéraux, représentant 18,76 % du budget provincial. Ainsi, en perdant ces aides, le Québec sera indépendant, en acceptant le risque d'une hausse de leur dette et la baisse du PIB, suite à la diminution des échanges avec le Canada.

Ainsi, la volonté d'un Québec totalement indépendant paraît être idéaliste, oubliant toutes conséquences économiques, sociales et politiques sur la région. De plus, ce souhait fait-il réellement partie d'une idée commune de la population québécoise ou d'une simple volonté de puissance indépendante passée ?

Eloïse Germain, Maëlys Mariano Tomas, Léna Reboux

Amérique du Sud

Crimes environnementaux : l'Amazonie à bout de souffle



Khettou, K. (2019, août 22). L'Amazonie en flamme. HespressFrançais - Actualités du Maroc

La crise environnementale a pris différentes formes en cet été 2026. De l'autre côté de l'Atlantique, Interpol en partenariat avec des pays d'Amérique Latine a mené l'opération Madre Tierra VIII (Mère Terre), qui a permis de dévoiler des liens non négligeables entre la crise environnementale liée à la déforestation et l'économie illégale. Cette collaboration s'est attaquée au démantèlement de réseaux criminels.

Activité illégale : la faune et la flore en payent le prix fort

Depuis plusieurs décennies, les habitants de la planète prennent conscience de l'importance de la qualité de l'environnement pour leur survie. L'Amérique Latine présente une grande diversité de cet environnement, tant au niveau de la faune que de la flore, mais ce n'est pas pour autant que cette zone est protégée, bien au contraire. En 2025, la Bolivie enregistre la deuxième plus grande perte de forêt au monde. Elle a augmenté de 260% depuis les années 80. Mais à cette menace s'ajoute celle des produits chimiques, utilisés dans les exploitations minières, pour la plupart illégales. La montée du cours de l'or a fait croître cette exploitation. L'activité minière requiert l'utilisation de mercure, qui est rejeté dans la nature et qui impacte directement la flore, et contamine ainsi une grande partie de la chaîne alimentaire. Cela augmente fortement les risques de maladie pour les communautés environnantes et la faune. Mais sa diversité dans cette région du monde est convoitée par les trafiquants. L'opération Madre Tierra VIII a permis de démanteler une partie de ces réseaux et de perquisitionner des espèces telles que des tigres du Bengale, des jaguars ou encore des oiseaux exotiques. Ce trafic d'espèces et la déforestation illégale auxquels font face les pays de l'Amérique latine sont étroitement liés à des flux économiques, pouvant avoir des conséquences sociales. C'est pourquoi ces pays ont demandé à un travail conjoint avec Interpol dans l'opération de ce début d'été 2026.

Multinationales : une implication opportuniste

Selon Human Rights Watch, 90% des zones déboisées sont défrichées dans le but de créer des pâturages pour l'élevage de bétail. Ces zones ont été détruites par le feu par des éleveurs illégaux et armés, une situation dont profitent certaines multinationales. En effet l'entreprise JBS, principal producteur de viande au monde, exporte vers l'UE des bœufs élevés dans des ranchs illégaux au Brésil. Cette entreprise s'était pourtant engagée depuis des années contre cette technique d'élevage. Et, malgré les promesses des pays européens, des multinationales qui profitent de cette situation au détriment de l'Amazonie et des personnes qui y vivent peuvent toujours commercer avec l'Europe. L'opération Madre Tierra VIII a identifié des réseaux criminels avec des liens financiers et 161 entreprises sur différents continents, notamment en retraçant des paiements .



Carte des incendies en Amazonie, source FIRMS, AFP

Ces éleveurs de bétails ne font pas que brûler les terres, déjà dangereux pour les hommes et les animaux. Ils créent un véritable climat de peur chez les populations locales, empêchant tout autre commerce et toute protestation/riposte sous peine de représailles. Greenpeace Brésil souligne que les territoires autochtones dans la forêt amazonienne, censés être protégés, sont actuellement sous l'emprise de ses exploitants. Les multinationales comme JBS se dédouanent de toute responsabilité en affirmant de ne pas pouvoir retracer systématiquement les sources de ses fournisseurs indirects. Enfin, l'approbation ou non de l'accord UE-Mercosur pourrait encore plus stimuler le commerce de la viande provenant de ses élevages et avoir un impact important sur les populations locales.

Finalement, une question se pose : la reconnaissance des populations autochtones pourrait-elle aider à légitimer la valeur de leur "Casa grande", la forêt amazonienne ?

Les multinationales convoitent ces terres, les réseaux criminels aussi. Dans ce contexte, rendre le pouvoir et la souveraineté aux peuples autochtones est aujourd'hui le dernier rempart qui puisse maintenir l'Amazonie en vie.

Flore Brondex, Clara Müller, Léna Simler

Asie

Myanmar : une guerre civile sans issue ?

Enlisé dans une interminable guerre civile depuis 2021, le Myanmar (plus communément appelé Birmanie), connaît ces dernières semaines une multiplication des violences à l'égard des populations civiles orchestrées par la junte militaire au pouvoir.

Le Myanmar un narco-Etat multiethnique



Myanmar : Etats et Régions.
Source : *Alternative économique*

Le Myanmar se compose de plus d'une centaine d'ethnies différentes. Héritage d'un passé colonial britannique, les tensions ethniques ont toujours existé. En 1974, pour répondre à ces frictions, le pouvoir découpe le territoire en Régions (ou Divisions) et en États. Les Régions sont peuplées majoritairement par les Bamar (l'ethnie majoritaire au Myanmar). Les États correspondent aux grands groupes ethniques minoritaires.

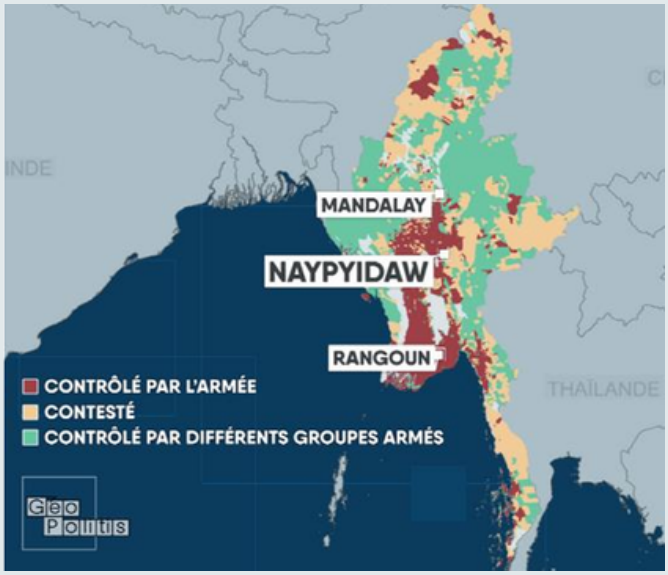
Depuis un coup d'Etat militaire opéré le 1er février 2021, le Myanmar est devenu un véritable narco-État dirigé par une junte militaire clientéliste. La production et le trafic de drogue de synthèse comme la méthamphétamine ont explosé, notamment par l'exploitation de certaines minorités. Les affrontements entre groupes ethniques et l'armée nationale ont plongé le pays dans une crise économique et sociale sans précédent. Dans ce contexte, l'armée centrale est affaiblie. Selon les estimations disponibles, elle ne contrôlerait que 21 à 30% du territoire faisant face à des armées rebelles séparatistes.

Violences envers les civils dans l'Etat de Rakhine

Face à sa perte d'influence quasiment totale dans l'État de Rakhine (anciennement État d'Arakan) au profit de l'Armée de l'Arakan, l'un des plus puissants groupes armés ethniques en guerre, la junte prend une décision radicale. Ne pouvant plus reconquérir ce territoire par sa force militaire terrestre, la junte se sert de son unique avantage restant, l'aviation, et décide le 28 septembre 2026 de lancer une frappe aérienne sur un pont et un marché très fréquenté dans la ville de Kyauktaw. Cette attaque a mené à la mort de 50 civils et une cinquantaine de blessés selon les sources humanitaires. Elle se classe au troisième rang des massacres de civils perpétrés par l'aviation birmane depuis le coup d'Etat de 2021.

Ce marché représentait un important nœud commercial grâce à une voie fluviale rejoignant l'Inde, devenue essentielle pour l'approvisionnement de la région. Le pont attaqué est l'un des seuls dans la région sur le fleuve Kaladan, qui vient d'Inde et se jette dans le golfe du Bengale. Même si l'Armée de l'Arakan a pris le contrôle de ce territoire avec le soutien de la minorité Rohingya présente dans la région, elle gouverne sans aucune reconnaissance, elle ne possède ni aviation, ni unité politique, ni soutien extérieur comparable à celui dont bénéficie l'armée birmane.

Il faut également savoir qu'une contre-offensive de l'armée birmane avait été annoncée début septembre 2026, pour essayer de reprendre le contrôle de cette région. « L'armée n'a aucunement l'intention d'abandonner le contrôle de l'Etat Rakhine [...]. Elle a décidé d'attaquer sur plusieurs fronts pour bloquer l'Etat Rakhine par des frappes aériennes.», explique Naung Yoe, un ex-ingénieur de la défense aérienne qui a déserté et codirige, depuis la Thaïlande, l'ONG People's Goal, destinée à encourager les défections au sein de l'armée birmane.



RTS - Géopolitis, 18 mai 2026.
Source : BBC

Une impasse militaire, diplomatique et politique

Cette volonté de reconquête par la junte semble balayer l'idée d'une fin des violences. Face à cela, les différentes forces qui la combattent restent grandement divisées marquées par des objectifs politiques et territoriaux divers. Ainsi, une victoire militaire décisive paraît difficilement envisageable à court terme.

De plus, une intervention militaire étrangère semble, elle aussi, peu probable. Le pouvoir myanmarais bénéficie du soutien de la Russie et de la Chine, ce qui complique la réalisation d'un accord international ayant pour but l'affaiblissement du régime. Cependant, une forte pression sur ses approvisionnements semble être une possibilité. En septembre 2026, le HautCommissaire des Nations unies aux droits de l'homme a demandé l'arrêt des livraisons d'armes et de carburant aérien pouvant faciliter la violation des droits humains. Ces mesures, à condition d'être appliquées, permettraient de limiter les capacités militaires de la junte, de protéger les civils tout en accroissant la pression sur le régime.

L'ASEAN, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, fondée, a adopté un consensus en cinq points en avril 2021 prônant la cessation des violences, la mise en place d'un dialogue inclusif, et d'une aide humanitaire. Cependant, la mise en œuvre de ces mesures reste très limitée, étant bloquées par les autorités birmanes. Ainsi, cette dernière n'est plus représentée politiquement lors des sommets, une mesure symbolique, ne pouvant être exclue de l'organisation. La Chine cherche à sécuriser son accès aux terres rares, essentielles à son industrie. Elle entretient alors des relations avec le pouvoir militaire central en lui fournissant des armes mais aussi avec les groupes rebelles qui contrôlent certaines régions et gisements stratégiques. Elle peut aussi ouvrir ou fermer certains postes-frontières lui permettant de restreindre les échanges. Ces leviers peuvent être source de cessez-le-feu, tout en lui permettant de privilégier ses intérêts économiques. Cependant, l'explosion du narcotrafic pousse Pékin à prendre ses distances avec la junte.

Sans compromis politique autour de la question des minorités ethniques, le Myanmar risque de rester durablement divisé. Des cessez-le-feu et accords locaux pourraient réduire les combats mais ne peuvent résoudre les sources du conflit.

Katell Duault, Alexandre Hudry, Mathis Simonin

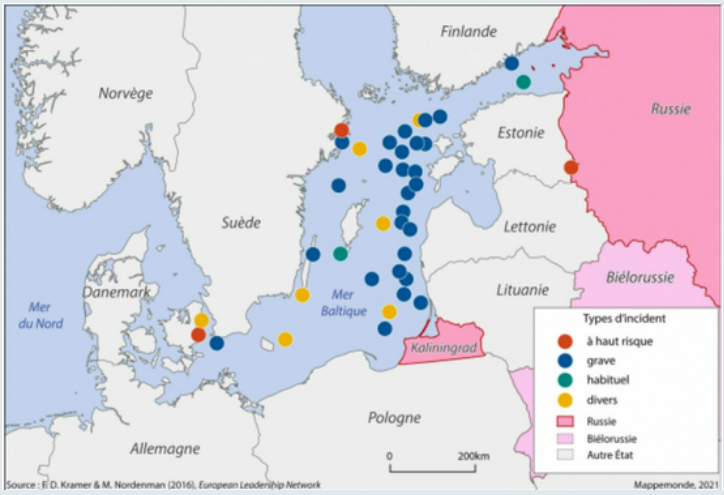
Europe

Guerre hybride : quand la Russie transforme l'information en arme dans les pays baltes.

En première ligne face à Moscou, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie subissent une guerre de l'ombre continue. Entre cyberattaques massives, désinformation ciblant les minorités russophones et fausses alertes à la bombe, ces pays développent une résilience nationale inédite pour protéger leurs démocraties.

Une menace invisible mais bien réelle au cœur de l'Europe

Historiquement relégués à la périphérie des préoccupations de l'Alliance atlantique, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie sont aujourd'hui devenues le centre de gravité de la stratégie sécuritaire européenne. Dans les airs comme en mer, les pays baltes font face quotidiennement à une guerre électronique invisible. Plus qu'une démonstration de force, ces perturbations coordonnées visent à désorganiser la vie quotidienne, faire chuter la confiance des citoyens envers leurs institutions et tester la réactivité de l'OTAN sur son flanc Est. Face à la stratégie hybride du Kremlin, ces trois nations démontrent que la sécurité d'un État ne repose plus uniquement sur la puissance de son armé conventionnelle, mais sur sa capacité à résister aux attaques immatérielles.



Incidents impliquant l'OTAN et la Russie, Open Edition Journal (2021).

La désinformation, un levier de division sociétale

Le cœur de cette stratégie repose sur ce que les experts nomment l'armement de l'information. Moscou exploite les failles historiques et culturelles de la région, en ciblant prioritairement les minorités russophones, qui représentent environ 24 % de la population en Estonie et 25 % en Lettonie. À travers les réseaux sociaux et les médias d'État contournant les sanctions, les campagnes d'influence cherchent à alimenter un sentiment d'isolement chez ces populations. L'objectif affiché est d'affaiblir la cohésion nationale en présentant les gouvernements baltes comme des régimes hostiles à la culture russe et asservis à l'OTAN. Outre l'ingérence cognitive, le volet numérique s'intensifie. Selon les bilans annuels des agences nationales de cybersécurité notamment le NKSC (National Cyber Security Centre) en Lituanie, les cyberattaques ciblées contre les systèmes d'information des entités publiques et des infrastructures critiques ont fortement progressé depuis le début de la guerre en Ukraine. Le NKSC ayant notamment enregistré une multiplication par six des incidents signalés dans la région.

Les clés de la réponse balte : résilience et vigilance civique

Comme le rappelait Kaja Kallas, ancienne Première ministre estonienne et haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères : *"La désinformation est une arme qui vise à miner notre confiance dans la démocratie. La réponse ne réside pas seulement dans la technologie, mais dans la force de nos institutions et la vigilance de chaque citoyen"*. C'est dans cette perspective que les pays baltes ont développé le concept de résilience globale.
Cette vigilance commence dès le plus jeune âge. Plutôt que d'opter pour la censure sur Internet, l'Estonie a choisi d'éduquer ses habitants. Dès l'école primaire, les élèves apprennent à analyser les images, détecter les photomontages, identifier les sites de propagande et croiser leurs sources d'information. Parallèlement à cette éducation civique, la région a totalement repensé sa sécurité informatique à la suite de la cyberattaque massive qui avait paralysé les banques et les administrations estoniennes en 2007. Aujourd'hui, les réseaux stratégiques sont hautement sécurisés et Tallinn abrite le centre d'excellence de l'OTAN (Cooperative Cyber Defense Centre Of Excellence), chargé d'entraîner les pays alliés à riposter aux piratages d'État.

Vers un nouveau modèle pour l'Union européenne ?

Les impacts de cette confrontation dépassent largement les frontières régionales. En testant la résistance des pays baltes, la Russie évalue la vulnérabilité de l'ensemble du continent européen. Les méthodes expérimentées à l'image de la manipulation d'élections, du piratage de données sont fréquemment utilisées dans d'autres capitales européennes et entraine l'amplification des tensions sociales.
Face à la multiplication des attaques, l'Union européenne a considérablement musclé son cadre juridique et stratégique pour contrecarrer les ingérences étrangères. Bruxelles s'est dotée d'outils législatifs contraignants, tel que le règlement sur les services numériques (Digital Services Act - DSA), qui oblige désormais les grandes plateformes numériques à contrôler leurs contenus, à repérer les risques de manipulation politique et à supprimer les faux comptes utilisés pour diffuser de la propagande, sous peine de lourdes amendes. Cependant, malgré cet arsenal normatif de pointe, les réseaux d'influence contournent continuellement ces règles, démontrant que la législation et la technologie ne suffisent pas à elles seules.

En dernière analyse, la frontière baltique n'est plus seulement une ligne géographique mais elle est devenue la première ligne de défense de la démocratie numérique.

Léonie Barrat, Sarah Danesse, Otéma Kohler-Torrin

Moyen-Orient

Coup de chaud à Riyad après l'attaque de l'aéroport

Trois ans après le massacre du Hamas sur le territoire Israélien, le Moyen-Orient se voit à nouveau déstabilisé par une série d'attaques terroristes, toutes revendiquées par un groupe supplétif de l'Iran, les Houthis. Ce fut le cas dans la nuit du 10 octobre 2026, contre la capitale de l'Arabie Saoudite.

Une attaque meurtrière

Le 10 octobre 2026, une attaque a visé l'aéroport international Roi-Khaled, situé à Riyad, capitale de l'Arabie saoudite. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière en plus de dix ans dans le royaume, selon les autorités saoudiennes. D'après ces dernières, le bilan fait état d'au moins 12 morts et plus de 300 blessés. Cet événement a entraîné d'importantes perturbations du trafic aérien ainsi que la suspension des activités de l'aéroport. Il faut noter que cette infrastructure joue un rôle stratégique majeur pour le pays, du fait qu'elle constitue une porte d'entrée internationale sine qua none pour les voyageurs et les échanges économiques. Situé au cœur de la capitale, cet aéroport est également un symbole de la puissance et de l'ouverture de l'Arabie saoudite sur le monde. Sa paralysie représente donc un enjeu économique, logistique et sécuritaire important pour le royaume.



Universalis, E. (s. d.). Moyen-Orient : carte générale. Encyclopædia Universalis

L'escalade houthiste : entre revendication explicite et démenti iranien



Incendie à l'aéroport de Riyad, après un bombardement houthiste, le 8 octobre 2026. L'image a été diffusée sur les réseaux sociaux avant d'avoir été vérifiée et diffusée par l'agence Reuters. REUTERS

Ce mois-ci, l'implication des Houthis dans la déstabilisation des infrastructures stratégiques saoudiennes a franchi un nouveau seuil. En effet, l'aéroport international de Riyad a été ciblé à vingt reprises par des frappes, depuis le début octobre. Ces attaques visent en grande partie les industries pétrolières et les aéroports saoudiens. Loin de nier leur responsabilité, les Houthis ont ouvertement revendiqué ces attaques. Par ailleurs, ils précisent avoir l'intention de cibler d'autres structures dans les prochains jours.

Si le vice-ministre saoudien chargé de la diplomatie, Rayed Krimly, accuse l'Iran "d'armer, d'entraîner et de soutenir" les Houthis ; de son côté, Téhéran dément toute implication. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmaïl Baghai, a précisé dans un communiqué que les Houthis "agissent en fonction de leurs propres intérêts et de leurs propres analyses". Pourtant, les Houthis et l'Iran font partie de l'Axe de la Résistance, une alliance militaire informelle anti-impérialiste opposée à Israël et aux États-Unis. L'Iran soutient militairement les Houthis et s'en sert pour sa proxy war. Également dénommée guerre par procuration, il s'agit d'un conflit mené indirectement entre des puissances via d'autres acteurs qu'ils soutiennent par différents moyens.

Un risque d'internationalisation du conflit

Face à cette attaque au centre de sa capitale, l'Arabie Saoudite a réagi en durcissant sa réponse militaire au Yémen par des frappes de représailles ciblées contre des positions stratégiques houthies. En désignant l'Iran comme responsable de cette escalade, Riyad met en péril le fragile accord qui rétablit leurs relations diplomatiques en 2023. Cette détérioration favorise le risque d'escalade régionale du conflit et ravive la logique de confrontation entre deux blocs régionaux : d'un côté l'Arabie Saoudite et ses alliés du Golfe et de l'autre l'Iran et l'Axe de la Résistance. L'Arabie Saoudite accentue la pression sur ses alliés traditionnels, notamment les Etats Unis pour qu'ils honorent leurs engagements sécuritaires et renforcent la défense aérienne saoudienne. Pour le moment, les Etats-Unis restent en retrait, bien qu'ils n'excluent pas une participation aux opérations.

Enfin, en raison de la proximité des grands détroits et des voies d'acheminement d'hydrocarbures, l'extension de ce conflit constitue une menace directe sur la stabilité des marchés pétroliers et la sécurité du commerce mondial. Les Houthis sont par ailleurs responsables du blocage du détroit de Bab-el-Mandeb depuis maintenant plusieurs semaines, perturbant de facto les exportations saoudiennes vers l'Occident, mais également ses importations. Les attaques de ce groupe armé contre les navires marchands, en réaction de la guerre à Gaza, et de celle qui oppose les Etats-Unis depuis le début de l'année 2026, obligent les compagnies maritimes à contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance. La répercussion se remarque à l'échelle internationale par une hausse globale des prix, accentuant ainsi la fragmentation des relations inter-étatiques.

Lohan Alauzet, Lucile Bellevras, Marcélia Lomba--Atedzoe Menduga

Océan Arctique

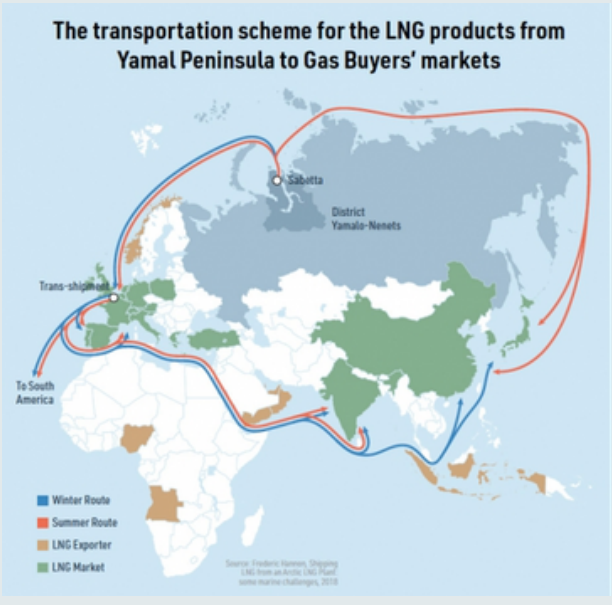
L'Europe à tâtons face à Moscou : le prix à payer d'une indépendance gazière

Muni d'une ambition titanesque pour son projet de gaz liquéfié dans la péninsule de Gydan, Poutine cherche encore aujourd'hui à répondre à ses ambitions de souveraineté dans le cercle polaire arctique. Entre boycotts internationaux, défis technologiques majeurs et urgence climatique, ce projet de très grande envergure fait aujourd'hui couler beaucoup d'encre et de grands discours. Mais qu'en est-il réellement ?

Le PDG du géant russe Novatek, Leonid Mikhelson l'affirme en 2023: "Rien ne pourra arrêter le développement de l'Arctique et de nos capacités en GNL, quelles que soient les contraintes extérieures.". Lancé officiellement en juillet 2023 par Vladimir Poutine à Mourmansk, le projet Arctic LNG 2 situé dans la péninsule de Gydan est estimé à 21 milliards de dollars. Ce projet est à l'origine l'investissement commun de cinq géants de l'énergie : Novatek en détenant 60% suivi par TotalEnergies, les chinois CNPC et CNOOC ainsi que le japonais Japan Arctic LNG.

En 2022 suite à l'invasion russe de l'Ukraine TotalEnergies annonce geler son financement au même moment où l'Europe souhaite se défaire de sa dépendance aux énergies russes. Pourtant, malgré la volonté affichée du vieux continent à se détacher des hydrocarbures du Kremlin, celui-ci continue massivement d'importer le gaz liquéfié russe, atteignant un volume record en 2026 de 12,18 millions de tonnes arrivé dans les ports européens entre janvier et septembre pour un coût total de 7,88 milliards d'euros. En parallèle Bruxelle projette toujours de sevrer l'UE avec de nouvelles mesures : une interdiction de création de nouveaux contrats énergétiques russes en début de 2026 aboutissant à l'interdiction totale du GNL (Gaz naturel liquéfié) russe à partir du 1er janvier 2027. Réelles résolutions ou simple déclarations d'intentions ? Seul l'avenir permettra de trancher.

L'Europe : bras logistique de la Russie



Natural Gas World. (2021, janvier 13). Project Spotlight: Arc 7 LNG Carriers. LNG Condensed

La sortie progressive du gaz russe s'inscrit dans l'ambition du plan "RepowerEU" présenté par la Commission européenne en mai 2022, lequel vise à s'affranchir de toutes les énergies fossiles russes. Néanmoins, les chiffres mettent le doigt sur une contradiction réelle entre la volonté de l'UE de se détacher de l'énergie russe et sa contribution actuelle au projet Yamal. Prédécesseur du projet Arctic LNG 2, celui-ci était lié à la construction de la station de production de GNL au nord-est de la péninsule de Yamal. Ce dernier a vu la part européenne dans ses exportations passer de 78,2 % à 88,9 % sur l'année 2026 alors même que sa production mondiale recule de 3,1 %. L'Europe capte ainsi une part grandissante d'un flux pourtant en déclin. Mais cela ne se limite pas à l'importation de l'Europe, le projet Yamal fonctionne en grande partie grâce aux infrastructures européennes.

Son rythme dépend grandement de méthaniers de classe Arc7,navires brise-glace essentiels au transport du GNL et appartenant à des armateurs européens tel que le britannique Seapeak qui a transporté environ 40 % du volume total au premier semestre 2026. Le chantier naval Fayard, situé au Danemark, reste également le dernier site européen à assurer l'entretien des méthaniers Arc7. C'est sans compter la période de gel, pendant l'hiver, qui impose des rotations rapides à ces navires que seuls les ports européens peuvent assurer. En somme, l'Europe demeure la plaque tournante indispensable de Yamal.

Des partenariats internationaux en voie de remaniement

Un des piliers du plan REpowerUE vise à diversifier l'approvisionnement de l'UE en énergies fossiles par de nouveaux partenariats. Tournant européen crucial face à une Russie couvrant en 2021 pas loin de 45% des importations de gaz vers le continent. Par ce plan, L'Europe approfondit aujourd'hui ses relations énergétiques avec des partenaires tels que les États-Unis ou la Norvège : en 2025, 57 % de l'approvisionnement de l'UE en GNL provenaient des États-Unis.

Cependant, la dépendance aux gazs russes persiste, le volume reste constant alors même que les prix tendent à augmenter. Certains contrats sont encore en vigueur notamment en Belgique, en France, aux Pays-Bas et en Espagne. L'utilisation de gazoducs subsistent également en Grèce, en Hongrie et en Slovaquie. Des Etats réclament même un assouplissement des sanctions contre Moscou afin d'éviter une pénurie. Dans son dernier rapport, l'Agence pour la coopération des régulateurs de l'énergie indique que le gaz russe représente encore environ 12 % de la demande européenne, bien loin de l'objectif "zéro" d'ici 2027.

Du côté de la Russie, le tandem sino-russe se concrétise : le groupe Gazprom et la China National Petroleum Corporation négociaient, mi-octobre, les conditions commerciales pour la construction d'un nouveau gazoduc transportant du gaz de la péninsule de Yamal vers la Chine via la Mongolie soit pas moins de 2 600 km. Depuis 2019, la Russie utilise le gazoduc "La puissance de la Sibérie". Si le projet "Puissance Baikal" aboutit, la capacité totale des deux pipelines atteindra environ 88 milliards de m3 par an, soit plus de deux fois plus que le volume de gaz livré à la Chine en 2025. Ce projet est tout sauf anodin, il intervient alors que la Russie cherche à compenser la baisse des exportations vers l'Europe. Aujourd'hui, la place de l'UE comme leader sur le marché russe de gaz semble révolue.

Dans le contexte géopolitique actuel modelé par des tensions internationales croissantes , la capacité à perturber ou au contraire protéger les flux maritimes s'impose comme un levier de puissance non négligeable. Par l'exclusion de la Russie de ses ports stratégiques, L'Europe illustre à quel point la notion de continuité des flux d'approvisionnement conditionne l'avenir de la puissance économique. Face à cela, Moscou a dû engager une refonte radicale et coûteuse de ses chaînes logistiques concernant son industrie gazière. Le Kremlin tente désormais de réorienter ses flux gaziers dans l'espoir de contourner l'isolement forcé de l'Occident, tentative désespérée face à la fragmentation du commerce international.

Maëlys De Andrade Fonseca, Lison Moisset-Ruffier, Alana Sanchez

BRUNEI

GÉOGRAPHIE

- Micro-Etat d'Asie du Sud-Est, sur la côte nord de l'île de Bornéo
- Superficie de **5 765 Km²**
- Situé au bord de la mer de Chine méridionale
- **381 km** de frontière avec la Malaisie qui sépare Brunei en 2 parties
- Divisé en 4 districts (Brunei-Muara, Tutong, Belait, Temburing)
- Composé à **55%** d'une plaine côtière
- Climat tropical équatorial



Universalis, E. (s. d.). Brunei - Atlas & cartes. Encyclopædia Universalis.

INFO GÉNÉRALES

Nom complet : Negara Brunei Darussalam *(État de Brunei où demeure la paix)*
Démographie : **469 775** habitants en 2026
Capital : Bandar Seri Begawan
Religion d'Etat : Islam
Forme de l'Etat : Monarchie absolue islamique
Chef d'Etat : Le **sultan Hassanal Bolkiah** *(cumule les différentes fonctions du gouvernement)*
Langue officielle : Le malais
Monnaie officielle : Dollar de brunei
PIB : **16,86 milliards** de dollars américains, PPA de **36,26 milliards** de dollars américains *(un des PPA les + élevés au monde)*
Ressources naturelles : Hydrocarbure : **60%** du PIB

HISTOIRE RÉCENTE

1962 : Révolte contre le projet d'intégration à la fédération de Malaisie
4 octobre 1967 : Couronnement du sultant Hassanal Bolkiah
1er janvier 1984 : Indépendance du Brunei, mise en place d'une monarchine absolue
7 janvier 1984 : adhésion à l'**ASEAN**
1997 : Crise financière asiatique
2013 : Instauration de la charia par le sultan
2019 : Mise en place complète de la charia et vague de protestation

SITUATION INTERNE

Stabilité notable : Régime autoritaire, contrôle strict, prospérité économique
Information : Presse contrôlée par l'état, liberté d'expression très limitée
Risque économique : Questionnement au sujet de l'épuisement des hydrocarbures
Plan stratégique : Plan **"Wawasan Brunei 2035"** afin de transformer la structure économique du pays





RELATIONS EXTÉRIEURES

- Membre du **mouvement des non-alignés**, de **l'ASEAN**, du **Commonwealth**, ainsi que de **l'APEC** depuis 1984
- Adopte une stratégie d'opposition par une diplomatie de neutralité
- Tensions autour des revendications communes avec la Chine à propos des ZEE et des plateaux continentaux
- Accords bilatéraux avec le Royaume-Uni et Singapour

FORCES ARMÉES

- *Effectifs :* Armée composée de **7200** militaires
- *Moyens :* Ne dispose pas d'avion de chasse, mais possède **58** navires et **9** hélicoptères
- *Budget :* **580 millions** de dollars américains, **3,7%** du PIB
- *Industrie de Défense :* Quasi inexistante, approvisionnements extérieurs
- *Particularité :* Accueil des troupes étrangères afin d'assurer sa sécurité, comme le *bataillon du Royal Gurkha Rifles* (🇬🇧)

FOCUS :

LE SOFT POWER RELIGIEUX

Brunei fait de l'extrême rigueur du Conseil religieux islamique un levier économique et géopolitique.

Une norme industrielle : La certification "**Brunei Halal**" permet d'intégrer le nouveau marché mondial de l'économie halal (représentant **6000 milliard $**)
Pont diplomatique : Crédibilité religieuse et financière qui garantit à Brunei un lien fort avec les monarchies du Moyen-Orient
OI spécifique : Appartient à **l'Organisation de la Coopération Islamique**, regroupant **57** Etats autour du monde musulman *(une des plus grande OI après l'ONU)*

Maéna Barbier, Maddy Faucher-Saligny, Mahault Lapalus-Jaillet

Eswatini

INFORMATIONS GÉNÉRALES

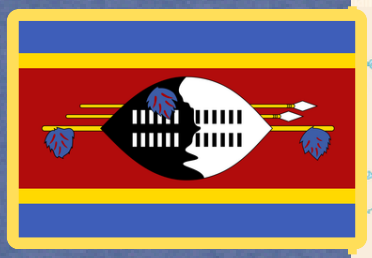
Nom officiel : Royaume d'Eswatini (anciennement royaume du Swaziland)
Nature du régime : monarchie absolue
Chef de l'État : Roi Mswati III
Chef du gouvernement : Russell Dlamini (depuis le 04/11/2023)
Religion : christianisme (≈90%)
Monnaie : Lilangeni (SZL)
1 EUR = 19,48 SZL (2024)
PIB : 5,16 milliards de dollars (2025)

GÉOGRAPHIE

Localisation : Afrique australe, dans le sud-est du continent
Superficie : environ 17 364km²
Capitale administrative : Mbabane
Pays enclavé : aucun accès à la mer
Population : ≈ 1,220 million d'habitants
Espérance de vie : ≈ 57 ans
Indice de développement humain : 142e sur 189 pays (PNUD, 2022)
Langues officielles : swati, anglais

HISTOIRE RÉCENTE

1986 : le roi Mswati III monte sur le trône
2005 : adoption d'une nouvelle Constitution, qui maintient une monarchie très puissante
2018 : le pays reprend officiellement le nom antécolonial d'Eswatini
2021 : manifestations en faveur de réformes démocratiques (tensions et violences)
Aujourd'hui : l'Eswatini reste une monarchie absolue





SITUATION INTERNE

- **Situation politique**: Dernière **monarchie absolue d'Afrique**. Il existe un manque de liberté politique dû à un état d'urgence déclaré en 1973 (encore actif). **Rapport de Freedom House**: le pays a obtenu **1 sur 40** pour les **libertés politiques** et **16 sur 60** pour les **libertés civiles**.
- **Santé**: **Un adulte sur quatre est atteint du VIH** (soit **le plus fort taux** de malades du VIH **au monde)**. le gouvernement est le premier au monde à recevoir des doses de **lénacapavir**, un **traitement expérimenta**l visant à empêcher la contraction du VIH.
- **Economie**: Le **taux de chômage** reste très élevé, soit **34,20 %** en 2025, et allant jusqu'à **50 % pour les plus jeunes.**

FORCES ARMÉES

- **Effectif** : **3 500 soldats** en service actif associés à 1 000 autres en réserve. En raison de ces faibles effectifs, une **campagne de recrutement** à grande échelle a été lancée en 2025 et 2026.
- **Budget_**: Le gouvernement investit **1,4 % de son PIB** dans la défense, soit environ **68 millions** de dollars américains.
- **Classement** : Il se classe **160ème sur 169** selon **Global Military**, qui utilise **l'indice ATLAS** (Total de la force terrestre, aérienne et maritime).

RELATIONS EXTÉRIEURES

- Le royaume est un membre actif de la **SADC** (Afrique australe), du marché commun **COMESA** et du **Commonwealth**.
- Eswatini est le tout dernier pays d'Afrique allié à **Taïwan**, qui investit sur son territoire. Il **refuse** toute relation diplomatique avec Pékin.
- Les exportations repose sur **quelques filières clés** : les concentrés pour boissons gazeuses, le sucre, la pâte à papier et le textile.
- Mbabane soutient activement le **« consensus d'Ezulwini »,** qui plaide pour l'octroi de sièges **permanents** au Conseil de sécurité pour l'Afrique.

FOCUS : OMNIPRÉSENCE DE L'AFRIQUE DU SUD

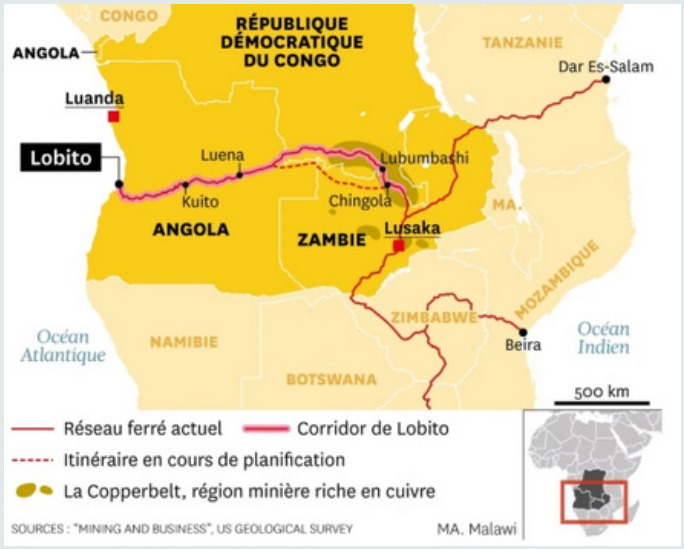
- Entouré aux trois quarts par son géant voisin, le royaume dépend des **routes** et des **ports sud-africains**.
- La **monnaie** locale est arrimée à parité fixe (1:1) sur le Rand sud-africain ce qui soumet Mbabane à la politique monétaire de Prétoria.
- L'Afrique du Sud capte environ 65% des **exportations** et fournit plus de 70% des **importations** du pays
- Les tensions sociales du royaume sont suivies de près par l'Afrique du Sud et ses organisations syndicales (dont la COSATU), qui abritent l'opposition politique et **encouragent des réformes démocratiques.**

Juliette Boidron, Gaspard Chalopin, Shana Marques Ferreira

Fiche géopolitique

Le corridor de Lobito : au centre du bras de fer entre la Chine et les occidentaux

La ligne ferroviaire de 1 700 kilomètres reliant la République démocratique du Congo, premier producteur mondial de cobalt, et la Zambie au port de Lobito, en Angola, attire toutes les convoitises. Chaque jour, les voies ferrées permettent d'acheminer d'importantes quantités de cuivre et de cobalt, minerais très recherchés par l'Europe, les États-Unis et la Chine. Face à la demande croissante de ces ressources, indispensables à la transition énergétique, la réhabilitation du réseau ferroviaire représente un enjeu majeur pour faciliter l'exportation des minerais stratégiques.
Lors de son déplacement officiel en Angola en décembre 2024, Joe Biden, président des Etats-Unis a confirmé l'allocation de 600 millions de dollars de fonds pour le financement du corridor de Lobito. Cet investissement colossal témoigne à la fois de la volonté des Etats-Unis de sécuriser leur approvisionnement mais aussi de leur volonté de lutter contre l'influence de la Chine dans la région.



Carte du Corridor de Lobito, sources : "mining and business", us geological survey

Un projet pharaonique

La volonté de réhabiliter les lignes ferroviaires repose sur une ambition : transporter les minerais stratégiques de la République Démocratique du Congo jusqu'au port de Lobito en moins de 36 heures. Jusqu'ici le transport de la majeure partie des minerais s'effectue en camion, les trajets durent plusieurs semaines. Une fois opérationnel, le corridor de Lobito offrirait une voie d'exportation plus rapide et à moindre coût garantissant et sécurisant l'acheminement des minerais vers les ports européens et américains, sans dépendre des routes contrôlées par Pékin vers l'océan Indien.

Pour atteindre cette ambition, le projet comporte plusieurs phases. La première, consistant à moderniser les lignes ferroviaires angolaises, est déjà achevée. La seconde étape vise à connecter les lignes angolaises à celles congolaises. Enfin, la dernière prévoit la construction d'un nouveau tronçon de 800 kilomètres reliant la Zambie au port de Lobito.

Compte tenu du rôle stratégique du cuivre et du cobalt, l'Union européenne et les États-Unis se sont portés garants du projet. Dans le cadre de sa stratégie "Global Gateway", l'Union européenne et ses partenaires mobilisent plus de 2 milliards d'euros pour contribuer au financement du projet. De leur côté, les États-Unis ont engagé près de 4 milliards de dollars. Washington décrit ainsi ce projet comme une initiative "Du type qui n'arrive qu'une fois par génération".

Si les pays occidentaux trouvent leur intérêt dans ce projet, il en va de même pour les trois pays africains concernés. La réhabilitation du corridor de Lobito représente une véritable opportunité de développement pour la région : elle favorise l'accès à de nouveaux marchés, permet de désenclaver la Zambie et contribue à la création d'emplois. Ce projet ambitionne de dynamiser durablement la région et de renforcer son intégration à la mondialisation.

Une rivalité sino-occidentale

Au-delà des intérêts économiques, la réhabilitation du corridor de Lobito relève d'un enjeu stratégique
majeur : montrer que les Occidentaux sont encore en mesure de financer des projets de grande ampleur face à la montée en puissance de la Chine.

En redynamisant cette région et en ouvrant de nouvelles voies commerciales bien plus rapides, les Occidentaux lancent une alternative au projet des Nouvelles Routes de la Soie de Xi Jinping. En septembre 2025, la Chine et la Zambie ont conclu un accord de modernisation des infrastructures routières du corridor de Tazara. Situé en symétrie du corridor de Lobito, le corridor permet de relier la Zambie au port de Da es-Salaam en Tanzanie. Les travaux prévus ont pour but de faire passer le trafic de fret annuel de moins de 400 000 tonnes à 2,4 millions de tonnes.

Pour Washington et Bruxelles, la rénovation du corridor est également un moyen de proposer aux pays africains un modèle de partenariat concurrent de celui de la Chine. Ce dernier est présenté comme bénéfique pour l'Afrique à travers le développement d'une économie durable, la création d'emplois locaux, l'inclusion des femmes et des jeunes, l'inclusion des PME agricoles et le développement de l'écotourisme. Le projet es ainsi présenté comme une alternative crédible au modèle de la diplomatie de la dépendance imposée par les crédits chinois soumettant les pays africains aux volontés chinoises.

Ainsi, le corridor de Lobito n'est pas seulement un projet d'infrastructure ferroviaire, il illustre le retour d'une rivalité entre les grandes puissances en Afrique, où la maîtrise des flux est devenue indispensable pour conserver une souveraineté sur les métaux critiques, indispensables à la transition énergétique et au développement de l'économie numérique mondiale. Cependant, cette nouvelle initiative occidentale en Afrique australe est perçue par certains comme une nouvelle forme de colonialisme européen. Dès lors, la question de la provenance des financements du projet s'impose: les pays africains ne sont-ils pas en mesure d'assurer eux-mêmes ces investissements, évitant ainsi la qualification néocoloniale?

Gabrielle Doux, Lucie Monthenolle, Hugo Rozier